

Les obstacles à la croissance des entreprises en Algérie : une analyse à partir de données d'enquêtes des PME de la wilaya de Bejaia.
The obstacles to business growth in Algeria: an analysis based on survey data of SMEs in the Bejaia wilaya.

BERRAH Kafia
Université de Bejaia, Algérie.
Kafiaecokafia@yahoo.fr

BOUKRIF Moussa
Université de Bejaia, Algérie
bukrifmoussa@yahoo.fr

تاريخ التسليم: 2018/02/07، تاريخ التقييم: 2018/04/22 تاريخ القبول: 2018/05/06

Résumé :

La problématique de développement des entreprises (croissance par taille) en Algérie est aujourd'hui posée en termes d'obstacles. Une enquête réalisée auprès de 50 PME de la wilaya de Bejaia (secteur agroalimentaire), à laquelle ont répondu plusieurs propriétaires-dirigeants à cette question, semble démontrer que ces entreprises ont d'importants défis à relever si elles veulent se développer. Un environnement bien déficient, notamment en terme de financement et les pratiques reliées au climat des affaires, ce sont les défis les plus majeurs pour les dirigeants de PME, qu'ils ne peuvent relever seuls.

Mots clés : PME, Croissance organique, Emploi, Enquêtes entreprises, Obstacles.

Abstract :

The problem of business development (growth by size) in Algeria is now posed in terms of obstacles. A survey of 50 SMEs in the Bejaia wilaya, to which several managers responded to this question, demonstrate that these companies have significant obstacles if they want to grow and even ensure their sustainability. Financing and practices related to the business climate are the most important challenges for SME managers.

Keywords: SMEs, Organic growth, Employment, Surveys companies, Obstacles.

-INTRODUCTION

Dans la plupart des économies du monde, les PME sont considérées comme les véritables vecteurs de la création d'emplois et de la croissance (World Bank, 2014). Ces entreprises, par leurs investissements, créeraient de la valeur ajoutée et produiraient de multiples biens et services, contribuant ainsi, de façon significative au financement des services publics et au dynamisme de l'économie locale (Goudreault et Hébert, 2013).

Selon la Banque Mondiale (2004), la contribution de ces entreprises dans la société est largement déterminée par le climat d'investissement. Celui-ci est défini comme étant l'environnement politique, institutionnel et réglementaire dans lequel les entreprises opèrent. Un bon climat d'investissement fournit des possibilités pour les entreprises d'investir de façon rentable, de créer des emplois et d'accroître la production, ce qui augmente par conséquent l'investissement privé et la croissance (Escribano et Guasch, 2005).

En Algérie, les PME notamment celles privées occupent aujourd'hui une place prépondérante dans le tissu économique national ; leur investissement représente la quasi-totalité des projets déclarés auprès de l'Agence nationale de développement des investissements (plus de 1839044 millions de DA¹).

Portant, malgré l'importance de ce secteur et les résultats relativement positifs en termes de création d'entreprise². L'analyse des statistiques disponibles révèle que le tissu des PME algériennes est caractérisé par la prédominance des très petites entreprises (TPE)³, entités par nature fragiles, prouve un déficit flagrant et chronique en entreprises de taille moyenne (Merzouk, 2009). Aussi ces entreprises ne parviennent pas à se transformer avec l'envergure nécessaire pour participer avec succès au développement de pays et d'être compétitives face à la concurrence étrangère.

L'objet de cet article est justement, d'analyser la problématique de la croissance des entreprises en Algérie en nous appuyons principalement sur les contraintes qui entravent les entreprises pour se développer d'une taille à

¹ Bulletin d'information statistique de la PME n°30, mai 2017

² En 2016, le nombre des PME a enregistré 1 022 621 entreprises avec plus de 108 538 nouvelles PME créées (Selon le bulletin d'information statistique de la PME n°30, mai 2017)

³ En effet, cette catégorie représente plus de 97 % en fin 2016 contre 2,57 % pour la catégorie des petites entreprises et 0,31 % pour la catégorie des moyennes entreprises.

l'autre, ceci à travers d'une enquête réalisée au sein de 50 PME de la wilaya de Béjaïa (secteur agroalimentaire).

Dans le présent article, nous commencerons par l'étude de l'aspect théorique et conceptuel de notre recherche, suivie d'une présentation de quelques repères historiques sur l'évolution institutionnelle de la PME en Algérie, de la période de l'économie administrée à la période de l'ouverture à l'économie de marché. Après, nous présenterons la méthodologie et les différents résultats de notre étude.

2-Cadre théorique

2-1-L'environnement entrepreneurial

Le courant de la contingence part de l'idée que les dirigeants d'entreprise structurent leur organisation et élaborent leur stratégie en fonction de l'évolution de l'environnement de leur firme, et que dans ces conditions l'adaptation de l'entreprise est un impératif de survie pour elle (Friesen .P.H et Miller. D et 1982). Ses activités se développent en interdépendance étroite avec l'environnement, qui lui impose des contraintes. L'entreprise s'adapte aux types et aux conditions de l'environnement, en vue de faire face aux incertitudes qu'elle engendre et de les contrôler au maximum (Thompson. J.D, 1967).

D'autres travaux soutiennent que les relations entre une organisation et son environnement ne sont pas toujours harmonieuses, l'environnement externe pouvant être de nature hostile ou facilitatrice pour cette dernière. Dans la perspective hostile, les turbulences ou les forces environnementales auraient donc plus d'impact que la volonté ou les choix des dirigeants, sur la pérennité des organisations. (Rouleau, 2007; Hannan et Freeman, 1977). Dans une perspective contraire à la précédente, d'autres auteurs (Spilling,1996 ; Moore,1993) mettent en valeur l'importance des facteurs externes dans le développement des entreprises. L'environnement de l'entreprise est perçu ici comme un espace de ressources et d'acteurs qui, peuvent contribuer à la réussite de celle-ci.

2-2-La croissance des entreprises : Aspects définitionnels

Dans le monde des affaires, la polysémie du mot croissance renvoie le succès, la performance, le développement, la rentabilité, la réussite financière. Le concept de croissance est un concept très répondu qui fait partie du vocabulaire de tout gestionnaire.

La croissance de l'entreprise correspond à l'augmentation de la taille de celle-ci dans le temps, (NEGRE C, 1988, p 25).

BIENAYME.A., définit la croissance de l'entreprise « comme un phénomène dont le caractère multidimensionnel découle des critères retenus pour en mesurer la taille », (BIENAYME A, 1973, p 14).

Le concept de taille est difficile à cerner pour les entreprises du fait que sa mesure dépend du critère choisi (volume de production, chiffre d'affaire, effectif, moyens matériels, etc.). Les indicateurs de taille sont de deux natures: ceux qui se réfèrent aux facteurs de production (inputs), ce sont les moyens nécessaires à la production d'un bien ou d'un service et ceux se référant aux résultats de l'entreprise. La façon de définir la croissance de l'entreprise est expliquée selon le type de processus d'augmentation concerné : ses moyens de production, ses résultats ou les deux en même temps (puisque l'augmentation peut concerner les deux notions).

Habituellement, néanmoins, la croissance est l'un des objectifs primordiaux que poursuit l'entreprise. Toutefois, elle nécessite une prise de risque importante par des dépenses ou des investissements supplémentaires dont les retours ne sont pas certains. Or, comme le soulignent Donckels et Frohlich (1991), le dirigeant de la PME préfère un revenu constant et certain à un revenu plus élevé mais forcément plus incertain. La croissance nécessite par ailleurs, en cas d'insuffisance des fonds personnels et de l'autofinancement, le recours à des parties externes telles que les banques, les organismes de capital-risque ou bien les partenaires de l'entreprise.

La façon dont la croissance a été conceptualisée varie fortement d'une étude à l'autre. En effet, elle a été mesurée sur la base d'un nombre impressionnant de variables telles que le profit, les actifs, les immobilisations, la valeur ajoutée, l'emploi, les ventes. Dans ce sens, la croissance peut relever de valeurs absolues ou de valeurs relatives.

Dans le cadre de notre étude, nous avons retenu la variation relative de l'emploi comme mesure de la croissance de l'entreprise⁴.

3-Rappel sur l'évolution du secteur des PME en Algérie

L'entrepreneuriat en Algérie est parvenu dans sa majorité après l'indépendance ; la période de 1962 à 1982 s'est caractérisée par une

⁴ Ici, notre préférence pour l'emploi par rapport aux autres se trouve être le fait que, c'est souvent la seule donnée disponible et facile d'accès dans les entreprises.

économie planifiée et par la prédominance de l'entreprise étatique et la focalisation des investissements sur les industries lourdes (ISLI.M.A, 2005. P 60). Durant la période de 1982 à 1993, la loi n° 82 - 11 du 21- 08-82, relative à l'investissement économique privé national a marqué le début d'ouverture de la politique économique à l'initiative privée. En 1988, la loi 88-25 est promulguée pour clarifier les modalités d'orientation des investissements privés, suivie en 1990 par une autre loi (loi 90-10), qui, en matière d'investissement privé, a introduit le principe de la liberté de l'investissement étranger. L'apogée des efforts entrepris dans le sentier de la libéralisation économique a culminé avec la promulgation du code d'investissement de 1993⁵. Ce nouveau code des investissements a eu des conséquences sur l'expansion et la dynamique du secteur privé. La période de 1993 à nos jours a vu des actions en faveur du désengagement de l'Etat du fonctionnement de l'économie à travers la privatisation des entreprises publiques. L'environnement institutionnel des entreprises s'est enrichi en 2001 par une loi d'orientation sur la promotion de la PME⁶. Dans ce cadre, différentes mesures publiques sont mises en place en Algérie pour soutenir le développement de ce secteur⁷. A partir de cette période, la création d'entreprises a globalement et nettement évolué dans le temps ; en 2016 le nombre des PME a enregistré 1 022 621 entreprises⁸, avec un nombre d'emploi créé est de 1489443 emplois, 97% du total de ces entreprises est composé de très petite entreprise(TPE), qui demeure la catégorie la plus dominante dans le tissu économique

4- Méthodologie

L'échantillon de notre étude est composé de 50 entreprises (PME) de la wilaya de Bejaia de secteur agroalimentaire. L'instrument de mesure utilisé pour recueillir l'information a été l'enquête par questionnaire. Ce questionnaire est composé par plusieurs questions de natures différentes (questions fermées, questions ouvertes et questions aux choix divers), qui

⁵ Décret législatif 93-12 du 05/10/1993 relatif à la promotion de l'investissement.

⁶ La loi 01-18 du 12 décembre 2001 portant loi d'orientation sur la promotion de la petite et moyenne entreprise (PME).

⁷ Cette évolution revient à la création de plusieurs agences, telles que l'ANSEJ, l'ANDI, l'ANGEM et la CNAC ANDPME, et les autres structures d'appui qui s'est vu confiée un nouveau rôle, celui d'aide à la création d'entreprises.

⁸ Bulletin d'information statistique de la PME n°30, mai 2017

permettent de cerner toutes les informations liées à la croissance des entreprises de notre échantillon .

Nous avons choisi notre échantillon de manière à réaliser notre enquête dans les bonnes conditions (recueillir l'information, éviter les non réponses, réduire les délais de récupération des questionnaires déposés).

Au début de l'enquête, on a essayé de toucher à un nombre plus important d'entreprises, mais le refus de certains entrepreneurs de participer à notre enquête nous a obligé de fixer ce nombre d'entreprises.

Dans le cadre de notre étude, la valeur de la croissance de l'entreprise est mesurée par la variation relative du nombre d'emploi crée entre deux années (2012/2015)⁹. Le traitement des données s'est effectué à l'aide du logiciel *SPSS 20*.

5-Résultats de la recherche

5-1-Quelques données globales sur la structure de notre échantillon

D'abord, l'une de nos premières constatations de notre enquête, est que 94% des promoteurs interrogés sont du sexe masculin. Quant à la situation matrimoniale, notre échantillon est composé de 78% d'entrepreneurs mariés. Pour la répartition de notre échantillon par tranche d'âge, il ressort la prédominance des entrepreneurs âgés entre 30 et 40 ans. Concernant la répartition des entreprises par taille, il indique la prédominance des entreprises ayant un effectif entre 50 et 249 salariés, voir le tableau suivant :

Tableau1: Répartition des PME par nombre d'employés

Type de PME	Nombre de PME
TPE (effectif moins de 10 salariés)	3
PE (effectif entre 10 et 49 salariés)	21
ME (effectif entre 50 et 249 salariés)	26
Total	50

Source : résultat de l'enquête

D'autres constatation est que 74% des entrepreneurs enquêtés, affirment que c'est leur première entreprise créée. Il ressort des résultats de

⁹ Les données de cette variable sont prises directement par la CNAS de Bejaia.

notre enquête que plus de 50% des entrepreneurs enquêtés possèdent un diplôme (universitaire ou formation professionnelle). En outre 90% des entrepreneurs interrogés s'estiment confiants dans le développement de leurs entreprises dans l'avenir, et ce, malgré toutes les entraves qu'ils rencontrent au quotidien dans l'exercice de leur activité.

Les résultats montrent que 2% des entreprises ont connu une décroissance, 22% n'ont connu ni de décroissance ni de croissance (stagnation) ; 76% ont connu une croissance¹⁰, voir le tableau suivant.

Tableau 2 : Nature de la situation de l'entreprise

Situation de l'entreprise	Effectifs	Pourcentage
décroissance	1	2,0
stagnation	11	22,0
croissance	38	76,0
Total	50	100,0

Source : résultats de l'enquête

En outre, les entreprises dont l'âge est compris entre 0 et 5 années révolues ont connu plus de croissance (45%), ensuite suivent celles qui ont entre 5 et 9 ans ; ce qui permet de conclure que les entreprises les plus jeunes sont celles qui ont connu le plus de croissance. 47% des entreprises ayant connues une croissance, ont mobilisées plus 2000000 DA à la création. Au niveau de la forme juridique, la SARL a enregistré le plus fort taux de croissance soit 45% puis EURL avec 24 %. On constate que les croissances sont obtenues chez les groupes d'individus ayant une expérience d'avant la création de leur entreprise soit 85%. D'autres résultats est que la croissance est positivement corrélée avec les promoteurs ayant l'âge moins 40 ans, voir le tableau suivant.

Tableau3 : structure croisée entre l'âge des entrepreneurs et la situation de l'entreprise.

¹⁰ Lorsque la variation relative du nombre d'emplois : est inférieure à zéro entreprise en décroissance : égale à zéro entreprise en stagnation et supérieure à zéro entreprise en croissance.

âge des entrepreneurs	situation de l'entreprise			Total
	croissance	stagnation	décroissance	
20 à 30 ans	<u>12</u>	4	0	16
30 à 40 ans	<u>11</u>	5	1	17
40 à 50 ans	8	2	0	10
50 à 60 ans	6	0	0	6
60 ans et plus	1	0	0	1
Total	38	11	1	50

Source : Résultats de l'enquête

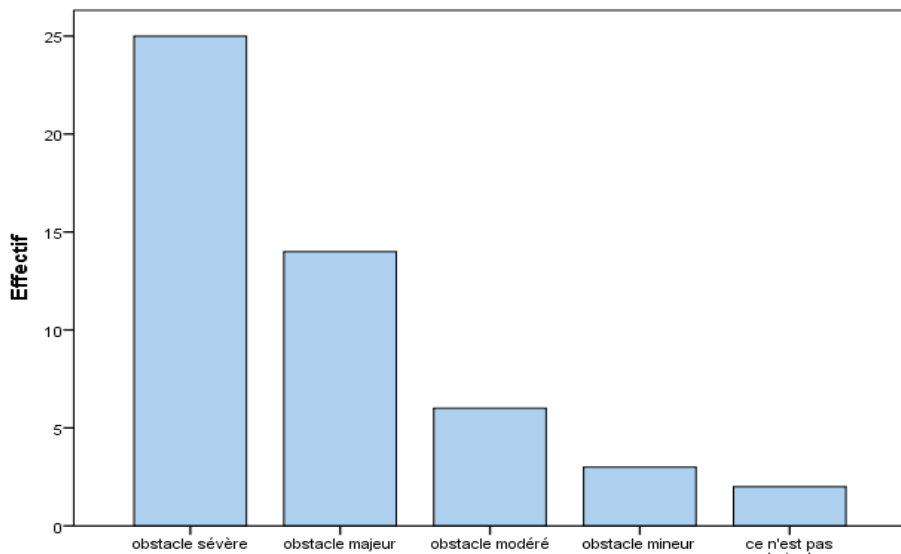
5-2-Les contraintes au développement organique des entreprises

Nous allons articuler notre analyse sur l'ordre des difficultés que les dirigeants des PME enquêtées ont rencontrées dans le développement de leur entreprise.

5-2-1-La problématique de financement

Les PME, même en économies puissantes estiment que l'accès au financement, notamment à moyen et à long terme, est l'un des principaux obstacles qui les bloquent de développer et d'investir. L'accès aux sources de financement est particulièrement difficile pour les PME qui ne disposent pas de garanties suffisantes, n'ont pas de références établies, ni d'historique de crédit. Selon le schéma ci-dessous, le financement des entreprises est une contrainte très sévère pour 50% (soit 25/50) des dirigeants enquêtés et une contrainte majeure pour 28%.

Graphique 1 : Degré de sévérité des contraintes liées au financement



Source : Résultats de l'enquête

La plupart de ces dirigeants confirment que l'obtention du crédit est difficile face aux conditions d'accès et la méfiance des banquiers. Les délais de réponse sont jugés très longs, ils varient entre 6 et 10 mois et parfois dépassent 12 mois. Les garanties exigées sous plusieurs formes sont excessives et leurs dossiers sont soumis à plusieurs consultations au niveau de la banque. Ainsi les procédures pour la constitution des dossiers (documents administratifs, juridiques, comptables, fiscaux et techniques) sont jugées excessives.

Dans le classement Doing Business (DB) 2017, l'Algérie figure à la 177ème place sur les économies classées en terme d'obtention de prêts. Dans cet classement Doing Business de l'Algérie, globalement, est mis en cause un environnement contraignant où les entrepreneurs souffrent énormément du manque de collaboration et de l'absence d'intégration des banques qui, elles, se trouvent réticentes et se méfient de l'important "risque" qu'ils représentent. C'est ainsi que le poids des garanties demandées par les banques en bloquant le processus de développement et de la création des entreprises.

5-2-2-Contraintes liées au climat des affaires et relation avec l'administration

Les obstacles indiqués par les entrepreneurs enquêtés sont rédigés dans les points suivants :

- Le foncier constitue une ressource clé limitée et un élément déterminant dans toutes les politiques de développement économique. Il est l'un des plus importants problèmes socioéconomiques rencontrés dans la création et le développement des PME en Algérie et il demeure incontestablement une contrainte majeure pour les investisseurs. Selon les résultats de notre enquête 42% de personnes ont déclaré c'est un obstacle sévère dans le développement et l'extension de leur entreprise et un obstacle majeur pour 26%, voir le tableau suivant :

Tableau2 : Degré de sévérité des contraintes liées au foncier

Degré de contrainte	Pourcentage
ce n'est pas obstacle	16,0
obstacle mineur	6,0
obstacle modéré	10,0
obstacle majeur	26,0
obstacle sévère	<u>42,0</u>
Total	100,0

Source : Résultats de l'enquête

- La pression fiscale, la concurrence déloyale et la corruption, figurent aussi parmi les obstacles les plus gênants au développement de leur entreprise. Selon les résultats de notre enquête, 53% des enquêteurs affirment que ces contraintes sont très sévères dans le processus de développement de l'activité entrepreneuriale

5-2-3-Contraintes liées aux compétences managériales et au marché de travail

On peut citer les plus importantes recensées par les dirigeants des PME enquêtées :

- Parvenu lors de nos rencontres avec les entrepreneurs diplômés, estiment que malgré l'influence de leurs études dans la réussite de la création de leurs projets, ils ont encore des lacunes dans la gestion et le développement de leurs entreprises, et cela à cause du manque de formation dans le domaine de mangement ;

- En ce qui concerne les qualifications de la main-d'œuvre, les problèmes sont à la fois d'ordre macroéconomique et microéconomique puisque à l'inadaptation du système de formation professionnelle aux exigences de l'économie de marché et aux besoins de l'entreprise de production s'ajoutent les pratiques de recrutement en fonction du lien de parenté, de la proximité familiale etc. (9,4% seulement font recours à l'embauche par qualification), toutes choses qui sont aux antipodes de l'efficacité productive du système de salariat en vigueur dans les économies de marché constituées.

6-Conclusion

Cette étude, est réalisée à partir de l'enquête menée auprès de 50 PME de secteur agroalimentaire de la wilaya de Bejaia, notre contribution vise à identifier la problématique de la croissance organisationnelle de l'entrepreneuriat en Algérie.

Lors de l'analyse les résultats de notre enquête, nous pourrions conclure que la croissance des entreprises en Algérie s'exerce sous plusieurs contraintes; l'accès au financement et l'environnement d'affaires dans lequel opèrent les PME présentent des lacunes qui peuvent nuire significativement à leur croissance.

Les dirigeants des PME font preuve d'une grande volonté de se distinguer et de s'intégrer à une économie plus dynamique et concurrentielle, mais leur volonté devient insuffisante face aux limites de l'environnement actuel dans lequel ils opèrent leur activité.

Suite à ces contraintes, nous pouvons dire que pour pallier à toutes ces insuffisances et pour participer avec succès au développement de la taille des entreprises, il est nécessaire que l'Etat revoie sa politique sur l'activité entrepreneuriale, avec une meilleure prise en charge de son rôle dans ce domaine. Il s'agit aussi de redynamiser les organismes de soutien et de procéder au classement des buts et évaluer de manière continue les performances des entreprises. L'appui de l'État « devrait permettre le développement de la compétitivité des PME en intervenant : sur les sources et la qualité de l'information technologique et commerciale; au niveau des opportunités ou de l'adéquation des technologies offertes aux entreprises; et en coopération avec les autres paliers de gouvernement, pour soutenir les conditions favorables micro et macro-économique pour leur appropriation »

De même, le succès d'une activité entrepreneuriale doit être obligatoirement lié à l'émergence d'entrepreneurs animés du goût du risque afin de pouvoir penser au développement de leur propre entreprise et sont appelés ainsi à ce qu'ils soient confiant et disposent d'une grande volonté de changer, de développer et d'innover, en passant de celle de « gestionnaire contrôlant » à celle de « gestionnaire développeur ».

Références bibliographiques

- ABDELLAOUI. M & HADOUDI. A, Octobre 2009, «Outils de financement et contraintes de développement des PME au Maroc » in revue Economie et management, N°09 , Tlemcen ;
- Abor, J. & Quartey, P. (2010). *Issues in SME development in Ghana and South Africa*. International Research Journal of Finance and Economics. ISSN 1450-2887, 39. Retrieved from <http://www.eurojournals.com/finance.html>.
- Banque Mondiale. (2004). *World development report 2005. A better investment Climate for everyone*. Washington DC: Banque Mondiale.
- Banque Mondiale. 2013. *Doing Business 2014 : Comprendre les régulations pour les petites et moyennes entreprises*. Washington : Groupe de la Banque mondiale
- BIENAYME A.: 1973, *la croissance des entreprises, analyse dynamique des fonctions de la firme*, édition, bordas.
- Escribano, A. et Guasch, J. L. (2005). *Assessing the impact of the investment climate on productivity using firm-level data: Methodology and the cases of Guatemala, Honduras, and Nicaragua*. World Bank Publications (3621).
- Friesen Peter H et Miller Danny « *Innovation in conservative and entrepreneurial firms : two models of strategic momentum* », Strategic Management Journal, vol.3, 1982, pp. 1-25.
- Goudreault, S., et Hébert, M. (2013). *Pour développement économique misant sur les PME concernant le Projet de loi numéro 36 : Loi sur la Banque de développement économique du Québec*.
- Hannan, M. T., et Freeman, J. (1977). *The Population Ecology of Organizations*. American Journal of Sociology, 82(5), 929-964.

- Ishengoma, E. K., et Kappel, R. (2011). *Business Environment and Growth Potential of Micro and Small Manufacturing Enterprises in Uganda*. African Development Review, numéro 23.
- ISLIM .A, *La création d'entreprise en Algérie*, Les Cahiers du CREAD n°73, 2005.
- JANSSEN .F: mars 2011, *la croissance de l'entreprise une obligation pour les PME*, Bruxelles, Boeck.
- MENARD .C : 2003/1, *L'approche néo-institutionnelle : des concepts, une méthode, des résultats*, Cahiers d'économie politique, n° 44, p. 103-118.
- Merzouk F, (2009). *PME et compétitivité en Algérie*, in revue Economie et management N° 9, Université de Tlemcen.
- Moore, J. F. (1993). *Predators and prey: a new ecology of competition*. Harvard business review,71(3), 75-86.
- MOUNGOU.S. mars 2005, *croissance de l'entreprise, le cas des industries agroalimentaires de L'économie camerounaise*, Thèse de doctorat en Sciences de Gestion ; université de Nantes, Institut d'administration des entreprises Ecole doctorale droit et sciences sociales.
- NEGRE. C, fev, 1988, *la croissance de l'entreprise*, cahier français, n°234, p21- 25.
- Rouleau, L. (2007). *Théories des organisations: approches classiques, contemporaines et de l'avant-garde*.
- Spilling, O. R. (1996). *The entrepreneurial system*. *Journal of Business research*, 36(1), 91-103.
- Thompson James D. *Organizations in action*, Mc Graw-Hill, New york, 1967.
- TREHAN .N : 2000, *les stratégies de croissance externe des entreprises personnelles et familiales*, thèse de doctorat de science de gestion, université Pierre Mendès France.

Autres documents

- Décret législatif du 05/10/1993 relatif à la promotion des PME.
- Ministère de la PME et de l'Artisanat : « Bulletin d'information économique », Bulletin d'information statistique de la PME n°30, mai 2017.

- Loi n° 01-18 du 12 décembre 2001 portant loi d'orientation sur la promotion de la petite et moyenne entreprise, article 04, journal officiel.
- www.pmeart-dz.org/fr, Ministère de Petite et Moyenne entreprise et de la Petite et Moyenne Industrie, Article 4 - Loi d'orientation sur la promotion de la petite et moyenne entreprise, décembre 2001.